

## Déclaration de la minorité faite par Else Hammerich sur le rapport de Lady Elles (19 juin 1981)

**Légende:** Le 19 juin 1981, Else Hammerich, député danoise du Groupe de coordination technique et de défense des groupes et des parlements indépendants (CDI) au Parlement européen, s'oppose au contenu du rapport sur la coopération politique européenne.

**Source:** Parlement européen - Documents de séance 1981-1982. 30.06.1981, n° Document 1-335/81. [s.l.].

**Copyright:** Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/declaration\\_de\\_la\\_minorite\\_faite\\_par\\_else\\_hammerich\\_sur\\_le\\_rapport\\_de\\_lady\\_elles\\_19\\_juin\\_1981-fr-bad61807-1318-435a-91a0-f996081e1980.html](http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_la_minorite_faite_par_else_hammerich_sur_le_rapport_de_lady_elles_19_juin_1981-fr-bad61807-1318-435a-91a0-f996081e1980.html)

**Date de dernière mise à jour:** 25/10/2012

## Déclaration de la minorité faite par Mme Else Hammerich sur le rapport de Lady Elles

Le Mouvement populaire d'opposition à la CEE s'oppose vivement au contenu du présent rapport qui vise à consolider le développement de la CEE en une Union tant dans le domaine de la politique étrangère que dans le secteur de la défense.

Nous attirons l'attention sur le fait que la CPE ne peut être abordée lors des sessions du Conseil sans que le traité de Rome ne soit modifié avec l'accord des parlements nationaux ou après qu'un débat démocratique aura été organisé dans les Etats membres. C'est pour cette même raison que la Commission n'est pas habilitée à assister aux réunions de CPE.

Il en va de même pour les ministres de la défense et leurs représentants qui ne peuvent participer aux réunions de CPE parce que la politique de défense ne fait pas partie des attributions de la CEE.

Les idées avancées dans le présent rapport sont contraires tant aux principes en vigueur lors de l'adhésion du Danemark à la CEE qu'à la position actuelle de notre gouvernement.

Nous nous opposerons par tous les moyens à cette proposition tant au sein du Parlement européen que dans notre pays.

Else Hammerich, le 19 juin 1981